

JUGEMENT
N° 162/020/CACPC/TCC
du 28 OCTOBRE 2020

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0786

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION
ET DES PETITES CREANCES

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

OGBA Samuel

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

C/

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

NKEIRUKA Anthony Paul
et HENNOU Sylvestre

DEBATS : 05 août 2020

(Me POGNON M.)

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier
ressort, prononcé le 28 octobre 2020.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

OGBA Samuel, Revendeur, de nationalité nigériane, demeurant
et domicilié à Gankpodo, Akpakpa, dans la Commune de
Cotonou ;

OBJET : Délai de grâce

D'UNE PART

DEFENDEURS :

NKEIRUKA Paul Anthony, Commerçant, de nationalité
nigériane, demeurant et domicilié à Kpondéhou, Akpakpa dans la
commune de Cotonou ;

Monsieur HENNOU Sylvestre, Transitaire, de nationalité
béninoise, demeurant et domicilié à Tokpa-Hoho, dans la
commune de Cotonou ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de ses relations d'affaires, le Centre d'Appui Administratif Logistique et Technique (CAALT) S.A a fourni à crédit au profit de OGBA Samuel des prestations relatives à l'enlèvement de conteneurs, pour un montant de six millions sept cent mille (6.700.000) FCFA restés impayés ;

Par exploit en date du 29 juillet 2020, OGBA Samuel a attiré NKEIRUKA Anthony Paul et HENNOU Sylvestre, administrateur général du Centre d'Appui Administratif Logistique et Technique (CAALT) S.A, devant le tribunal de commerce de Cotonou ;

Il demande au tribunal de lui accorder un délai de grâce d'un an pour se libérer ;

Devant le tribunal, HENNOU Sylvestre représentant le Centre d'Appui Administratif Logistique et Technique (CAALT) S.A a accepté le délai de grâce, mais consent à trois (03) mois et demande le paiement intégral au terme dudit délai ;

NKEIRUKA Anthony Paul demande sa mise hors de cause ;

SUR LE PAIEMENT ET LE DELAI DE GRACE

Attendu qu'aux termes de l'article 39 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, *« le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible. Toutefois, compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, la juridiction compétente peut, sauf pour les dettes d'aliments et les dettes cambiales, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues dans la limite d'une année. Elle peut également décider que les paiements s'imputeront*

d'abord sur le capital. Elle peut en outre subordonner ces mesures à l'accomplissement, par le débiteur, d'actes propres à faciliter ou à garantir le paiement de la dette » ;

Attendu qu'il est acquis aux débats que OGBA Samuel est débiteur du Centre d'Appui Administratif Logistique et Technique (CAALT) S.A de la somme de six millions sept cent mille (6.700.000) FCFA restés impayés et correspondant aux frais d'enlèvement de conteneurs à son profit ;

Qu'il y a lieu de le condamner au paiement ;

Attendu que HENNOU Sylvestre, administrateur général de cette société, a consenti au délai de grâce, mais s'oppose à la durée d'un an sollicitée par le demandeur ;

Qu'au regard des éléments de la cause, le tribunal fixe le moratoire de paiement à six (06) mois ;

Attendu, en revanche, que NKEIRUKA Anthony Paul n'est pas impliqué dans la dette et doit être mis hors de cause ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Reçoit OGBA Samuel en son action ;

Condamne OGBA Samuel à payer à HENNOU Sylvestre, administrateur général de la société Centre d'Appui Administratif Logistique et Technique (CAALT) S.A, la somme de six millions sept cent mille (6.700.000) FCFA ;

Donne acte à HENNOU Sylvestre de son acceptation du délai de grâce sollicité par OGBA Samuel ;

Accorde à OGBA Samuel un délai de grâce de six (06) mois ;

Met hors de cause NKEIRUKA Anthony Paul ;
Condamne OGBA Samuel aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT